

**BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 23 DÉCEMBRE 2024**

NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 16 QUORUM : 9		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
9	0	7
OBJET DE LA DECISION N° 24/714 CONVENTION D'OBJECTIFS ENTRE LA METROPOLE TPM, LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DU VAR ET ATMOSUD POUR L'EVALUATION DE LA QUALITE DE L'AIR DANS LE PORT DE TOULON - 2025 - AUTORISATION DE SIGNATURE		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI, M. Robert BENEVENTI, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Arnaud LATIL, M. Cheikh MANSOUR, M. Ange MUSSO, M. Francis ROUX, M. Hervé STASSINOS, M. Gilles VINCENT.

ABSENTS :

Mme Hélène ARNAUD-BILL, Mme Nathalie BICAIS, M. Robert CAVANNA, Mme Geneviève LEVY, Mme Josée MASSI, M. Jean-Louis MASSON, M. Jean-Sébastien VIALATTE.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 24/714

BUREAU DU 23 DÉCEMBRE 2024

**O B J E T : CONVENTION D'OBJECTIFS ENTRE LA METROPOLE
TPM, LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE
DU VAR ET ATMOSUD POUR L'EVALUATION DE LA
QUALITE DE L'AIR DANS LE PORT DE TOULON - 2025
- AUTORISATION DE SIGNATURE**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le Code de l'Environnement et notamment ses articles L 221-1 à L 221-6 et
R 221-1 à R 221-15 relatifs aux modalités de surveillance de la qualité de l'air et
d'information du public,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la
Métropole Toulon Provence Méditerranée (TPM),

VU la délibération n° 23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations du Conseil
métropolitain au Président et au Bureau,

VU les statuts de création le 10 janvier 2012 de l'association agréée pour la surveillance de la qualité de l'air nommée « AtmoSud »,

VU l'agrément préfectoral du 26 février 2024 de l'association AtmoSud, pour la surveillance de la qualité de l'air dans la région Provence Alpes Côte d'Azur, au titre de l'article L221-3 du code de l'environnement pour une durée de trois ans,

VU l'avis favorable du conseil portuaire du port de Toulon en date du 12 novembre 2024,

VU l'avis favorable du Conseil d'Exploitation des régies des ports métropolitains du 20 novembre 2024,

CONSIDERANT que la présente décision a pour objet de définir le cadre de mise en œuvre d'une campagne de surveillance de la qualité de l'air du port de Toulon,

CONSIDERANT que cette campagne de mesures est une démarche partenariale entre la Chambre de Commerce et d'Industrie du Var (CCIV), l'Association AtmoSud et la Métropole TPM,

CONSIDERANT que la Métropole TPM exerce en matière de protection et de mise en valeur de l'environnement et de politique du cadre de vie la compétence de « lutte contre la pollution de l'air »,

CONSIDERANT que la CCIV est concessionnaire du Port de Commerce de Toulon et déploie une politique environnementale visant à réduire l'ensemble des impacts de l'activité portuaire sur l'environnement,

CONSIDERANT que l'association AtmoSud est l'organisme agréé pour la surveillance de la qualité de l'air dans la région Sud Provence Alpes Côte d'Azur, conformément à l'article L221-3 du code de l'environnement,

CONSIDERANT que ces mesures complémentaires visent plusieurs objectifs, en accord avec l'expression des besoins de la Métropole TPM, de la CCIV et l'expertise d'AtmoSud :

- Etudier la situation de la qualité de l'air dans les zones impactées par l'activité maritime,
- Permettre d'apporter des réponses concrètes aux questions des populations riveraines sur la qualité de l'air et son amélioration en lien avec le chantier en cours d'électrification des quais,
- Accompagner la Métropole TPM et la CCIV dans un déploiement optimal de leur politique territoriale « air »,

CONSIDERANT que cette étude mobilise des moyens de mesures spécifiques nécessaires à la caractérisation de la pollution maritime,

CONSIDERANT que cette campagne sera effectuée en continu sur l'année 2025, à partir d'un site de mesure situé au niveau de l'entrée du port de Toulon Côte d'Azur (TCA), quai Fournel, Toulon,

CONSIDERANT que la Métropole TPM et la CCIV trouvent un intérêt commun à conventionner avec l'association AtmoSud qui s'engage à conduire cette étude de la qualité de l'air au sein de la rade de Toulon,

CONSIDERANT que l'association AtmoSud, en partenariat avec la Région Provence-Alpes Côte d'Azur, a organisé une campagne de surveillance de la qualité de l'air en 2020 et que, pour compléter cette étude et répondre aux attentes des acteurs locaux, elle propose une campagne complémentaire avec le soutien de la Métropole TPM et la CCIV,

CONSIDERANT que les modalités de ce partenariat sont définies par la convention telle qu'annexée ci-après,

CONSIDERANT que la convention proposée a une durée de 12 mois, à compter du 1^{er} janvier 2025, renouvelable 3 fois par tacite reconduction,

CONSIDERANT que cette convention prévoit que la Métropole TPM contribue financièrement pour un montant prévisionnel maximal de 15 980 € HT, équivalent à un tiers du montant total annuel,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'AUTORISER Monsieur le Président à signer la convention tripartite d'objectifs entre la Chambre de Commerce et de l'Industrie du Var, l'association de surveillance de la qualité de l'air « AtmoSud » et la Métropole Toulon Provence Méditerranée, pour la réalisation de la campagne de mesures de la qualité de l'air en zone portuaire autour du port de Toulon.

ARTICLE 2

DE DIRE que les crédits sont inscrits au Budget Annexe du Port de Toulon 2025, 2026 et 2027 ; opération 42200 article 6281.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

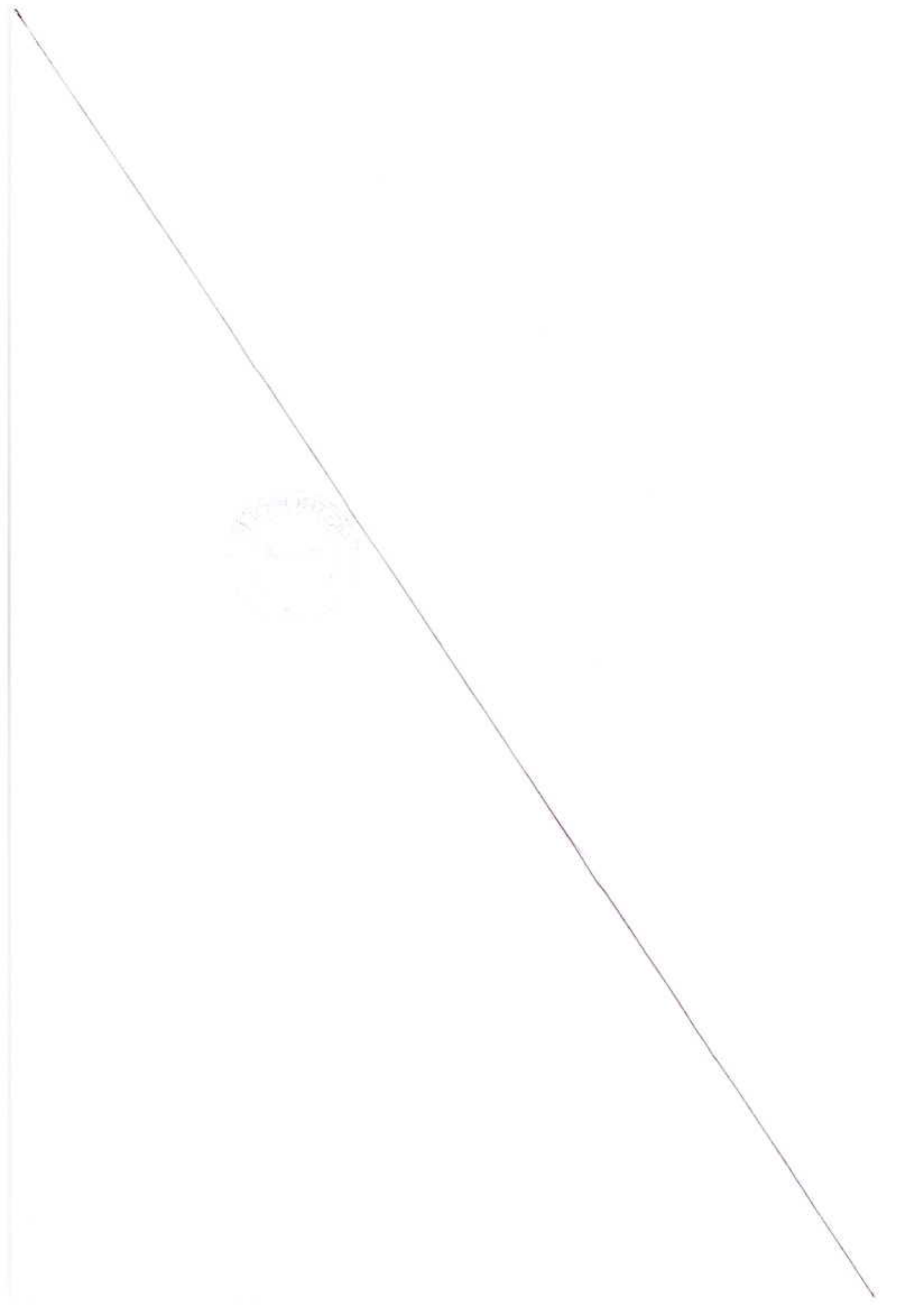
Fait à Toulon, le 23 décembre 2024

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

POUR	9
CONTRE	0
ABSTENTION	0





CONVENTION D'OBJECTIFS
ENTRE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE,
LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DU VAR ET
ATMOSUD
POUR L'EVALUATION DE LA QUALITE DE L'AIR DANS LE PORT
DE TOULON - 2025

Entre

La Métropole Toulon Provence Méditerranée, domiciliée à l'Hôtel de la Métropole 107, boulevard Henri Fabre CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9, représentée par son Président en exercice, Monsieur M. Jean-Pierre GIRAN, dûment habilité par décision du Bureau métropolitain n°..... en date du

d'une part, désignée sous le terme « **Métropole TPM** »,

Et

La Chambre de Commerce et d'Industrie du Var, domiciliée en son Hôtel sis à Toulon (83000), 236 Boulevard Maréchal Leclerc, représentée par son Président, Monsieur Basil GERTIS, élu à cette fonction au terme d'un vote de l'Assemblée Générale du 23 novembre 2021, dûment habilité par délibération de l'Assemblée Générale en date du,

d'autre part, désignée sous le terme « **CCIV** »,

Et

AtmoSud, association régie par la loi du 1er juillet 1901, dont le siège social est situé, 146 rue Paradis, 13294 Marseille Cedex 06, N°SIRET : 324 465 632 00044, représentée par son Président en exercice, Monsieur Pierre-Charles Maria,

et désignée sous le terme « **AtmoSud** »,

Préambule

Considérant le contexte fixé par la réglementation européenne relative à la mise en œuvre de la surveillance de la qualité de l'air, ses effets sur la santé et l'environnement et la communication sur le sujet,

Considérant les orientations de la politique de la qualité de l'air inscrites dans le code de l'environnement et notamment dans ses articles L220-1 et suivants ainsi que dans les textes d'application, et en particulier ceux qui confient, dans chaque région, à un organisme agréé un mandat d'intérêt général en matière de mise en œuvre de la surveillance de la qualité de l'air dans des conditions fixées par le code de l'environnement,

Considérant que l'association AtmoSud est l'organisme agréé pour la surveillance de la qualité de l'air dans la région Provence Alpes Côte d'Azur, au titre de l'article L221-3 du code de l'environnement, arrêté préfectoral du 26 février 2024 pour une durée de 3 ans (Cf. Annexe 2),

Considérant le Programme Régional de Surveillance de la Qualité de l'Air (PRSQA) mis en œuvre à l'échelle régionale conformément aux dispositions de l'arrêté du 19 avril 2017 relatif au dispositif national de surveillance de la qualité de l'air ambiant, prorogé jusqu'en 2025,

Considérant que garantir un observatoire de référence et favoriser l'engagement sont les deux grands axes d'AtmoSud pour accompagner les acteurs des territoires à améliorer la qualité de l'air, en synergie avec le climat et l'énergie,

Considérant que le programme d'actions, conçu et présenté par l'association AtmoSud à partir du PRSQA, est conforme à son objet statutaire et s'inscrit dans les objectifs définis dans les orientations stratégiques du ministère chargé de l'environnement,

Considérant que l'activité de l'association AtmoSud est un service d'intérêt général non économique, au sens des textes européens, dans le périmètre de l'agrément,

Considérant que la subvention sollicitée participe aux politiques publiques et rejoint les objectifs définis dans le projet associatif dudit organisme agréé,

Considérant l'adhésion de la Métropole TPM à l'association AtmoSud afin de participer activement à la surveillance et l'information relative à la qualité de l'air, par le soutien au programme d'actions annuel de l'Association,

Considérant que la CCIV est gestionnaire du Port de Commerce de Toulon et qu'elle déploie une politique environnementale visant à réduire l'ensemble des impacts de l'activité portuaire sur l'environnement,

Considérant que Atmosud, en partenariat avec la Région Provence-Alpes Côte d'Azur, a organisé une campagne de surveillance de la qualité de l'air en 2020 et que, pour compléter cette étude et répondre aux attentes des acteurs locaux, AtmoSud propose une campagne complémentaire avec le soutien de la Métropole Toulon Provence Méditerranée (TPM) et la Chambre de commerce et d'industrie du Var (CCIV).

Il est convenu ce qui suit :

Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objectif de définir le cadre de la mise en œuvre d'une campagne de surveillance de la qualité de l'air proposée par Atmosud autour du port de Toulon.

Par la présente convention, Atmosud s'engage à son initiative et sous sa responsabilité, en cohérence avec les orientations mentionnées en préambule, à mettre en œuvre l'action suivante :

- ***Etude de la qualité de l'air autour du port de Toulon***

Cette étude vise un triple objectif, en accord avec l'expression des besoins de la Métropole TPM, de la CCIV, de la Région et l'expertise d'AtmoSud :

- Etudier la situation de la qualité de l'air dans les zones impactées par l'activité maritime,
- Permettre d'apporter des réponses concrètes aux questions des populations riveraines sur la qualité de l'air et son amélioration en lien avec le chantier en cours d'électrification des quais,
- Accompagner la Métropole TPM et la CCIV dans un déploiement optimal de leur politique territoriale « air ».

Pour répondre à ces objectifs, AtmoSud propose de mobiliser des moyens de mesures supplémentaires par rapport aux moyens de surveillance réglementaires installés sur le territoire et nécessaires à la caractérisation de la pollution maritime en continu.

Article 2 Durée et entrée en vigueur de la convention

La convention a une durée de 12 mois, à compter du 1^{er} janvier 2025. Elle sera ensuite renouvelée chaque année sans pouvoir excéder 3 ans, par tacite reconduction, sauf dénonciation de la convention par l'une ou l'autre des parties par lettre recommandée avec accusé de réception deux (2) mois avant l'échéance de chaque terme.

PARAPHE :

Article 3 Transfert de la convention

En cas de changement de concessionnaire du port de commerce, il pourra être procédé à un transfert de la présente convention vers le nouveau concessionnaire.

En cas de refus du transfert de ladite convention par le nouveau concessionnaire, la CCIV sera déchargée de plein droit de l'ensemble de ses obligations au titre de la présente. Les autres parties ne pourront prétendre à aucune indemnité.

Article 4 Les obligations des parties

4.1 Les obligations respectives

Par la présente convention, AtmoSud s'engage à mettre en œuvre, le programme d'actions validé par l'ensemble des parties et annexé à la présente.

En contrepartie, la CCIV et la Métropole TPM s'engagent à contribuer financièrement au fonctionnement du programme d'action dont les montants et détails sont établis aux articles 4 et 5 de la présente.

4.2 Les obligations communes

Dans le cadre de la présente convention, chaque partie s'engage notamment à :

- Préserver l'image des autres parties et veiller au sérieux et au professionnalisme. A ce titre, chaque partie s'engage notamment à se comporter comme un partenaire loyal et de bonne foi et notamment à ne pas commettre d'actes, omissions ou autres ou à diffuser auprès de tiers à la présente convention d'informations ou commentaires relatifs à sa collaboration avec les autres parties, qui pourraient s'avérer préjudiciables aux autres.
- Informer immédiatement les autres parties de toute difficulté qu'elle pourrait rencontrer dans le cadre de la mise en œuvre de ses obligations de la présente convention.

Article 5 Conditions de détermination du coût de l'action

5.1. La campagne de mesure, objet de la convention, est rendue possible grâce à l'achat par AtmoSud en 2024 d'une station et de matériel de mesure pour un investissement total de 250 000 €, et à son installation au niveau de l'entrée du port de Toulon Côte d'Azur (TCA), quai Fournel 83000 Toulon.

Le coût total estimé pour le fonctionnement de ce matériel et le service d'expertise sur la durée de la convention est évalué à 47 940 euros HT/an, conformément aux éléments financiers figurants dans l'annexe 1. Ces coûts sont HT car AtmoSud demande une subvention à sa propre initiative, et n'est pas soumis à la TVA pour ce type de mission d'intérêt général. Il n'y a donc pas de TVA à ajouter.

PARAPHE :

5.2. Les coûts pris en considération comprennent tous les coûts occasionnés par la mise en œuvre de l'action. Ils comprennent notamment :

- Les coûts directement liés à la mise en œuvre de l'action, qui :
 - sont liés à l'objet de l'action et sont évalués en annexe 1 ;
 - sont nécessaires à la réalisation de l'action ;
 - sont raisonnables selon le principe de bonne gestion ;
 - sont engendrés pendant le temps de la réalisation de l'action ;
 - sont dépensés par « AtmoSud » ;
 - sont identifiables et contrôlables ;
- et les coûts indirects éligibles comprenant :
 - les coûts variables, communs à l'ensemble des activités d'AtmoSud.

5.3. Lors de la mise en œuvre de l'action, le bénéficiaire peut procéder à une adaptation de son budget prévisionnel par des transferts entre natures de charges éligibles. Cette adaptation de dépenses réalisée dans le respect du montant total des coûts éligibles mentionnés au point 4.1 ne doit pas affecter la réalisation de l'action et ne doit pas être substantielle.

Article 6 Conditions de détermination de la contribution financière

La Métropole TPM contribue financièrement pour un montant prévisionnel maximal de 15 980 euros HT (quinze mille neuf cent quatre-vingts Euros), équivalent à un tiers du montant total annuel, établi à la signature des présentes tel que mentionné à l'article 5.1.

La CCIV contribue financièrement pour un montant prévisionnel maximal de 15 980 euros HT (quinze mille neuf cent quatre-vingts Euros), équivalent à un tiers du montant total annuel, établi à la signature des présentes, tel que mentionné à l'article 5.1.

Le dernier tiers est pris en charge par la Région Provence Alpes Côte d'Azur dans le cadre d'une autre convention entre AtmoSud et la Région.

Article 7 Modalités de versement de la contribution financière

- Une avance à la notification ou au renouvellement annuel de la convention de 50 % du montant prévisionnel de la contribution annuelle mentionnée soit 15 980 € euros HT : 7 990 euros HT pour la Métropole TPM et 7 990 euros HT pour la CCIV
- Le solde à la remise du rapport à la fin de l'année considérée.

La contribution financière sera créditée au compte d'AtmoSud selon les procédures comptables en vigueur.

Banque : CREDIT AGRICOLE ALPES PROVENCE

Code banque : 11306

Code guichet : 00030

N° compte : 48132272916

Clé RIB : 40

Article 8 Mise à disposition d'une parcelle

8.1 Désignation de la parcelle

La CCIV met à la disposition de l'association ATMOSUD, durant la durée de la présente convention, une parcelle de terre-pleins d'une superficie totale de 10 m² située sur le Port de Toulon Côtes d'Azur.

8.2 Destination de la parcelle

Ladite parcelle est mise à disposition de l'association ATMOSUD afin qu'elle y installe une station pour répondre aux besoins de sa mission.

La CCIV s'engage à assurer à l'association ATMOSUD une jouissance paisible des installations pendant la période de mise à disposition nonobstant tout cas de force majeure.

L'association ATMOSUD s'oblige quant à elle à :

- Utiliser le terrain mis à disposition conformément à la destination prévue aux présentes,
- Assurer la sécurité des biens et des personnes sur le terrain mis à disposition,
- Supporter, sauf en cas de faute lourde de la CCIV, les conséquences des dommages de toutes nature pouvant survenir sur les installations, soit à elle-même, soit à ses biens ou à ceux qui lui sont confiés. Plus particulièrement, en cas d'incendie ou d'explosion survenant dans les biens qui lui sont attribués, l'association ATMOSUD est responsable selon les modalités prévues à l'article 1733 du Code civil.
- Signaler par écrit à la CCIV, tout dysfonctionnement ou toute dégradation qu'elle pourrait constater, qu'ils soient ou non de son fait,
- Maintenir les lieux en parfait état,
- Assurer les lieux en conformité avec les prescriptions légales et administratives pouvant s'y rapporter.
- Libérer les lieux soit au terme de la présente convention, soit en application de l'article 14 de cette dernière. La libération ne sera effective qu'après constat par la CCIV de la restitution des installations libres de toute occupation, en parfait état d'entretien et de propreté. L'acceptation par la CCIV de la restitution des installations ne portera aucune atteinte à son droit de répéter contre l'association ATMOSUD le coût de remise en état dont l'association ATMOSUD est tenu suivant la loi et les clauses et conditions de la présente convention.

8.3 Condition financière de la mise à disposition de la parcelle

8.3.1 Redevance pour les surfaces de terre-pleins

Conformément aux dispositions du tarif d'outillage public en vigueur, l'association ATMOSUD sera redevable auprès de la CCIV d'une redevance pour les surfaces de terre-pleins :

Titre 9 – 2) – Mise à disposition de terrain revêtu : **1,18 € HT/m²/mois**,

Soit pour la superficie mise à disposition, à savoir 10 m² : **11,80 € HT /mois**

A cette somme s'ajoutera la Taxe sur la Valeur Ajoutée au taux en vigueur.

PARAPHE :

8.3.2 Redevance de sureté et de sécurité

Conformément aux dispositions du tarif d'outillage public en vigueur, l'association ATMOSUD sera redevable auprès de la CCIV d'une redevance :

Titre 15c - Pour la sureté et sécurité : **0,22 € HT / m²/mois**

Soit pour la superficie mise à disposition, à savoir 10 m² : **2,20 € HT / mois**

A cette somme s'ajoutera la Taxe sur la Valeur Ajoutée au taux en vigueur.

Les tarifs indiqués sont ceux de 2024 et seront indexés par application du TOP de l'année considérée.

Article 9 Communication, utilisation et diffusion des résultats

Les modalités d'échange de la donnée et de l'information sont au cœur de la démarche. Plusieurs réunions viendront enrichir et préciser l'avancée de la campagne tout au long du projet.

Le projet est détaillé en annexe 1.

La présente mission relative à cette convention entre dans le caractère d'intérêt général de surveillance de la qualité de l'air de l'association AtmoSud. En conséquence, les financeurs de la mission ne bénéficient pas exclusivement de l'information et n'en sont pas propriétaires.

Les résultats de mesure de suivi publique des stations et les notes de synthèse seront mis en ligne sur le site internet d'AtmoSud et partagées entre les trois signataires de la présente convention.

Les éventuelles actions de communication (presse, évènements, publications autres que rapports, etc.) seront concertées et menées en coordination avec chacune des parties.

Article 10 Confidentialité

AtmoSud est tenu à une obligation de discrétion et de secret professionnel sur toute autre information qui ne rentre pas dans le cadre de la surveillance de la qualité de l'air, dont elle aurait eu connaissance au cours de l'accomplissement de cette mission.

Article 11 Modification et avenant

La présente convention ne peut être modifiée que par avenant signé par TPM, la CCIV et AtmoSud. Les avenants ultérieurs feront partie de la présente convention et seront soumis à l'ensemble des dispositions qui la régissent.

La demande de modification de la présente convention est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification, sa cause et toutes les conséquences qu'elle emporte. Dans un délai de deux mois suivant l'envoi de cette demande, les autres parties peuvent y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

PARAPHE :

Article 12 Cession de la convention

Le contrat est réputé avoir été conclu *intuitu personae*.

Chaque Partie s'interdit de céder ou transférer, à quelque titre que ce soit tout ou partie des droits ou obligations résultant des présentes, sans l'accord préalable et écrit des autres parties.

Article 13 Assurances

Pendant toute la durée de la présente, chaque partie déclare être titulaire d'une police d'assurance couvrant sa responsabilité civile professionnelle, et ce pour des capitaux compatibles avec l'exécution des engagements souscrits au titre de la convention.

Chacune des parties assure l'entière responsabilité afférente à l'exécution de ses prestations, c'est-à-dire :

- des conséquences résultant de ses fautes, erreurs ou omissions ;
- de tous dommages corporels, matériels ou immatériels causés par son personnel lors de l'exécution du présent accord cadre.

Chacune des parties est tenue d'assurer dès lors, auprès d'une compagnie d'assurances notoirement solvable, toutes les responsabilités qu'elle pourrait encourir au titre de la présente et s'engage à maintenir en vigueur cette assurance pendant toute la durée de la présente.

Le défaut d'assurance justifie une faculté de mettre fin au présent contrat dans les conditions précisées à l'article 15 « Résiliation de la convention » des présentes.

Article 14 Force majeure

Par force majeure les parties entendent se référer à l'article 1218 du Code civil ainsi qu'aux principes de la jurisprudence en vigueur.

Aucune des parties ne pourra être tenue responsable pour un manquement à l'une des obligations prévues au contrat qui résulterait de la survenance d'un cas de force majeure, sous réserve toutefois que la partie invoquant un tel cas notifie son existence à l'autre partie dans les plus brefs délais, dès la survenance de l'événement, par lettre recommandée avec accusé de réception, qu'elle fasse tout le nécessaire pour en limiter les conséquences et qu'elle reprenne l'exécution du contrat immédiatement après la disparition du cas de force majeure.

La partie qui invoque la force majeure devra, dès que possible, produire tout justificatif et preuve des conséquences d'une telle force majeure, et proposer toute mesure susceptible de réduire ces conséquences. L'autre partie se réserve le droit de vérifier et de contrôler la réalité des faits.

Le cas de force majeure suspend les obligations nées du présent contrat pendant toute la durée de son existence.

PARAPHE :

Article 15 Résiliation de la convention

En cas de non-respect par l'une des parties de l'une de ses obligations résultant de la présente convention, celle-ci pourra être résiliée de plein droit par l'autre partie, sans préjudice de tous autres droits qu'elle pourrait faire valoir, à l'expiration d'un délai de deux mois suivant l'envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure de se conformer aux obligations contractuelles et restée infructueuse.

Article 16 Sanctions

En cas d'inexécution ou de modification substantielle et en cas de retard significatif des conditions d'exécution de la convention par AtmoSud sans l'accord écrit de TPM et de la CCIV, celles-ci peuvent respectivement exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées au titre de la présente convention, diminuer ou suspendre le montant de la subvention, après examen des justificatifs présentés par AtmoSud et avoir préalablement entendu ses représentants.

TPM et la CCIV en informent AtmoSud par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 17 Droit applicable et règlements des litiges

La loi française s'applique à la présente convention.

Les parties s'efforceront de régler à l'amiable tout différend relatif à l'interprétation ou à l'exécution des prestations du contrat.

Elles disposeront d'un délai de 3 mois à compter de la réception du premier courrier envoyé par lettre recommandée avec accusé de réception de l'une des parties faisant part de son désaccord à l'autre partie, pour aboutir à une solution amiable.

A défaut de règlement amiable, les litiges seront portés devant le tribunal administratif de Toulon.

Fait à le

Pour AtmoSud

Pour la Métropole TPM

Le Président

Le Président

Pierre-Charles MARIA

Jean-Pierre GIRAN

Pour la CCIV

Le Président

Basil GERTIS

PARAPHE :

Annexe 1 – Proposition technique et financière



ETF_TPM_Port_Toulo
n_2025.pdf

Annexe 2 – Agrément AtmoSud



AGREMENT
ATMOSUD 2024-202



 Sylvain Mercier

 Chargé de l'action terr

 Mail : sylvain.mercier@atmosud.org

 [Consulter le site AtmoSud](#)

PROPOSITION TECHNIQUE – 30/10/2024

REFERENCE : OPP0001625

METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE (TPM), CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DU VAR (CCIV) ET REGION PROVENCE ALPES CÔTE D'AZUR

SUIVI 2025 DE LA QUALITE DE L'AIR AUTOUR DU PORT DE TOULON (83)

SOMMAIRE

1	Contexte.....	2
2	Programme de travail	3
2.1	Emplacement de la cabine TCA	3
2.2	Mesures en continu des polluants atmosphériques	4
2.3	Analyse des résultats et suivi.....	5
2.4	Livrables	5
2.5	Actions de communication.....	5
2.6	S u i v i d e l ' é t u d e.....	5
3	Calendrier de l'étude.....et.....chifffrage.....	6
3.1	Calendrier prévisionnel.....de.....l'étude.....	6
3.2	Chiffrage	6
4	Publication des résultats	6
5	Management de la qualité	6
6	Validation de la proposition	7

1 CONTEXTE

En 2022, sur le territoire de la métropole Toulon Provence Méditerranée, 100 % des habitants résident dans une zone où les concentrations en particules fines PM2.5 dépassent la valeur limite réglementaire, et moins de 500 personnes dépassent la valeur limite réglementaire.

Les navires émettent des polluants issus de la combustion des carburants :

- sous forme de gaz : oxydes d'azote (NO_x), monoxyde de carbone (CO), dioxyde de carbone (CO_2) ;
- sous forme particulaire : PM10, PM2.5, métaux, sulfates, carbone suie...

À Toulon, en 2022, les émissions du secteur maritime représentent 4 % des émissions de particules fines PM2.5 et 42 % des émissions d'oxydes d'azote (NO_x).

Dans ce contexte, AtmoSud a déployé plusieurs campagnes de mesure pour mieux évaluer l'impact de la pollution issue du trafic maritime dans un déploiement optimal de leur politique territoriale air.

Une première campagne, menée avec le soutien de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur de juillet à septembre 2021, était composée de :

- une cabine de mesure sur le toit de la Direction Départementale des Territoires et de la Mer (DDTM 83) à proximité du terminal TCA mesurant les NO_x /PM2.5/ SO_2 /météo (plus un comptage des particules en août),
- une campagne d'échantillonnage BTEx autour de la rade par tube passif
- deux appareils de comptage de particules ultrafines chez les riverains autour de la rade.

À la suite de cela, une seconde campagne, avec le soutien de la Métropole TPM et de la CCI du Var, menée de juin 2021 à septembre 2022, a pris la suite du dispositif, avec la mise en place de :

- une cabine de mesure à l'entrée du terminal TCA sur le toit de la DDTM, mesurant en continu pendant 16 mois les NO_x /PM2.5/ SO_2 /météo, enrichie pendant l'été 2021 par le comptage de particules ;
- une cabine de mesure au terminal Fret de Brégaillon à La-Seyne-sur-Mer (NO_x /PM2.5/ SO_2 /météo) pendant l'été 2021
- une cabine de mesure au Mandrier-sud-Mer (NO_x /PM2.5/ SO_2 /météo) pendant l'été 2021.

En parallèle pendant l'été 2021, une troisième campagne a été mise en place par l'Aer Nostrum, en collaboration avec le laboratoire de chimie-environnement de l'université de Toulon, pour la mise en place de mesures de Black Carbon, granulométrie des particules, analyse chimique des particules ultrafines et microcapteurs chez les riverains. Une partie de ces mesures a été complétée par d'autres types d'acteurs. Néanmoins, ces campagnes ont permis de mieux caractériser la part du maritime dans la pollution géographique des panaches (interprétée grâce aux sens, directions de vents et mouvements des navires). Les mesures en continu, réalisées avec des analyseurs de référence pour la surveillance réglementaire de la qualité de l'air, n'ont montré aucun dépassement des valeurs limites (VLE) pour les NO_x , SO_2 et PM2.5. Néanmoins, les valeurs mesurées à Toulon TCA sont comparables aux mesures réalisées au site permanent de Toulon / Foch, en situation de trafic. Pour les polluants gazeux, comme pour le nombre de particules ultrafines, à TCA les niveaux les plus élevés ont été observés sous l'influence de vents principaux quails accueillant les ferries. Ces résultats confirment l'impact du trafic maritime, impactant principalement le Nord-Est du terminal TCA.

Aujourd'hui, des solutions pour diminuer l'impact du trafic maritime au niveau international, national, régional et local :

- Depuis le 1^{er} janvier 2020, l'Organisation Maritime Internationale (OMI) a imposé des restrictions sur l'utilisation de soufre des carburants utilisés par les navires, et la mer Méditerranée deviendra une zone de contrôle des

- émissions de d'oxydes de soufre et de particule
- La Région Provence-Alpes-Côte d'Azur déploie depuis 2019 un plan maritime (plan Escales Zéro Fumée),
- Nice et Toulon imposent depuis 2020 aux navires qui rentrent dans la rade de naviguer avec un carburant à 0,1% de teneur en soufre,
- Les travaux d'électrification des quais des nav

Avec le soutien de la Région Provence Alpes Côte d'Azur, la surveillance portuaire et a choisi de le mettre en le port de Toulon. AtmoSud a ainsi installé, en collaboration avec les acteurs portuaires et de même emplacement que le TCA (TCAmb à requi ement de de l'infanterie de marine), à l'intérieur de l'encei

AtmoSud propose de maintenir le fonctionnement de la station Toulon TCA en 2025, pour suivre le déploiement des mesures de réduction des émissions de polluants maritimes. Les résultats pourront être mis en comparaison des précédentes campagnes au même endroit, ante-électrification. Par ailleurs, cela permettra de disposer d'une cabine de mesure suppli permettant d'améliorer le slocat.onnaissances sur la qu

Cette étude a comme principal objectif de poursuivre la surveillance de la qualité de l'air engagée depuis 2020 dans les zones impactées par l'activité maritime, pour permettre l'accompagnement des acteurs portuaires dans leur politique territoriale air et apporter des réponses concrètes aux populations riveraines.

2 PROGRAMME DE TRAVAIL

Pour répondre à ces objectifs, AtmoSud propose de poursuivre la mobilisation de la cabine à proximité du terminal ferries de Toulon (TCA), nécessaires à la caractérisation de la pollution maritime.

2.1 Emplacement de la cabine TCA

La station de mesures mobile actuellement installée à proximité du terminal ferries sera prolongée en 2025, en complément du réseau de mesure permanent installé autour de la rade et composé de 3 stations : Toulon Claret, Toulon Foch et La Seyne Genoud (Figure 1 et Figure 2)).



Figure 1 : Dispositif de surveillance mis en œuvre par AtmoSud sur la rade de Toulon entre juillet 2020 et octobre 2022



Figure 2 : Emplacement de la station Toulon TCA représenté par un triangle jaune

2.2 Mesures en continu des polluants atmosphériques

Dans le cadre de cette campagne, une cabine sur le quai de Toulon (Figure3).



Figure 3 : Photo de la station Toulon TCA

Les paramètres mesurés sont :

- Dioxydes d'azote (NO_x)
- Particules fines PM 2,5
- Dioxyde de soufre SO₂
- Compteur de particules ultrafines PUF et granulométrie
- Black Carbon (permettant de faire la différence entre les particules issues de la combustion de sources fossile et celles de la combustion de biomasse)
- Capteurs météorologiques : direction et vitesse du vent, température, humidité et précipitation

2.3 Analyse des résultats et suivi

AtmoSud assurera un suivi de l'évaluation de l'impact des nuisances d'origine maritime. Les données journalières et les résultats sont consultables en ligne sur le site internet. La station a été installée au cours de l'été 2024.

2.4 Livrables

AtmoSud produira deux bilans des mesures réalisées :

- Une fiche synthétique des résultats entre 2024 et mai 2025. Ce bilan sera réalisé avant la période estivale 2025, marquée par une intensification du trafic maritime.
 - mise en perspective des valeurs moyennes et maximales par rapport aux valeurs de référence,
 - étude des profils horaires et journaliers,
 - cartographies des résultats,
 - mise en relation avec des données externes telles que la météorologie, des signalements de nuisances, des données d'émission de sources
- Un rapport des résultats annuels entre 2024 et septembre 2025. Ce bilan sera rendu en septembre 2025. Il sera validé avec les parties prenantes du projet et sera ensuite mis en partage par AtmoSud vers le plus grand nombre et par l'ensemble des vec

2.5 Actions de communication

Une communication partenariale est envisagée, par le biais :

- D'une mise à disposition d'informations exclusives : valeurs hautes, inhabituelles par rapport à l'émission de chaque polluant concerné
- D'actualités mises en ligne sur le site internet (officialisation de la campagne, rendu des livrables...). Les livrables seront partagés en amont de la publication avec les partenaires du projet pour avis.
- D'une ou plusieurs conférences de presse, à définir

2.6 Suivi de l'étude

Le pilotage de l'étude sera assuré à travers

- une réunion de restitution des résultats après la rédaction de chaque livrable;
- un accompagnement tout au long de la phase d'acquisition des données

3 CALENDRIER DE L'ETUDE ET CHIFFRAGE

3.1 Calendrier prévisionnel de l'étude

Le Tableau 1 présente le calendrier prévisionnel de l'étude

Tableau 1 : Calendrier prévisionnel de l'étude

Actions	2024											
	Janv.	Fév.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.
Réunion												
Mesures en continu (cabine)												
Analyse, interprétation, rapport d'étude												
Accompagnement												

Actions	2025											
	Janv.	Fév.	Mars	Avril	Mai	Juin	Juil.	Août	Sept.	Oct.	Nov.	Déc.
Réunion												
Mesures en continu (cabine)												
Analyse, interprétation, rapport d'étude												
Accompagnement												

3.2 Chiffrage

Le montant est dû au titre de collaboration avec la métropole TPM, la chambre de commerce et d'industrie du Vard (AQURV), et la Région

Le montant 47 940 € HT s'élève à

	Total	€	Part TP	Part CCIV HT	Part Région
Mesures des polluants en continu sur la station TCA	25 820	€			
Rédaction des livrables	15 920	€			
Accompagnement/communication et suivi du projet	6 200	€			
Total	47 940	€	15 980	15 980	15 980

Tableau 3 : Estimation financière

4 PUBLICATION DES RESULTATS

La présente mission d'étude rensturev edialnlsancee daer alcat l'association AtmoSud. En conséquence, les financ l'information et n'en sont pas propriétaires. àCes définir en accord entre lesbulletinsglmta&rierte.s) de la coll; En revanche, il est clairement établi qu'AtmoSud e sur toute autre information qui ne rentre pas dans connaissance au cours de l'accomplissement de cette mission.

5 MANAGEMENT DE LA QUALITE

AtmoSud met en œuvre un ensemble de dispositions, pour assurer la Qualité de ses données, expertises et autres services et satisfaire ses bénéficiaires et partenaires. AtmoSud reste cependant à l'écoute des remarques démarche d'amélioration continue. Elle prend en ch

de traitement des réclamations est à la disposition sur demande.

6 VALIDATION DE LA PROPOSITION

La présente proposition est valable 2 mois à compter du 30/10/2024. Passé ce délai, la proposition technique et financière ainsi que les délais de réalisation pourront être réajustés par AtmoSud.



**PRÉFET
DE LA RÉGION
PROVENCE-ALPES-
CÔTE D'AZUR**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

Arrêté préfectoral N° R93-2024-02-26-00009 portant agrément de l'association de surveillance de la qualité de l'air de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur

**Le Préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur,
Préfet de la zone de défense et de sécurité Sud,
Préfet des Bouches du Rhône,**

- Vu** le code de l'environnement, notamment les articles L. 221-3 et R. 221-13 ;
- Vu** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation des services de l'Etat dans les régions et départements ;
- Vu** l'article 5 du décret n° 2015-510 du 7 mai 2015 portant charte de la déconcentration ;
- Vu** le décret n°2019-1341 du 12 décembre 2019 portant déconcentration de l'agrément des associations de surveillance de la qualité de l'air ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 16 avril 2021 relatif au dispositif national de surveillance de la qualité de l'air ambiant ;
- Vu** le dossier de demande d'agrément transmis le 9 février 2024 par l'association de surveillance de la qualité de l'air « Atmosud Provence-Alpes-Côte d'Azur », représenté par son président M. Pierre-Charles MARIA ;

Considérant que l'Etat assure avec le concours des collectivités, le suivi de la qualité de l'air ;

Considérant que l'Etat confie la mise en œuvre de cette surveillance à un organisme agréé ;

Considérant que l'association AtmoSud Provence-Alpes-Côte d'Azur remplit les conditions réglementaires, notamment au titre des articles R 221-13 et R 221-14 du Code de l'environnement, pour assurer la surveillance de la qualité de l'air sur le périmètre de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur ;

Considérant que l'association AtmoSud Provence-Alpes-Côte d'Azur associe de façon équilibrée, des représentants des services de l'Etat et de l'Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie, des collectivités territoriales et leurs groupements, des représentants de diverses activités contribuant à l'émission des substances surveillées, des associations de protection de l'environnement, des associations de consommateurs et des personnes qualifiées ;

Considérant que son financement est assuré principalement par des subventions de l'Etat et des collectivités ou des contributions des personnes morales membres de l'organisme ;

Considérant que l'organisme a désigné un commissaire aux comptes ;

Considérant le dossier de demande de renouvellement d'agrément transmis par l'association AtmoSud Provence-Alpes-Côte d'Azur en date du 9 février 2024 ;

Considérant que l'agrément de l'association Atmosud Provence-Alpes-Côte d'Azur arrive à échéance le 8 mars 2024.

ARRÊTE

Article 1 : désignation de l'organisme agréé

L'association :

Dénomination : AtmoSud Provence-Alpes-Côte d'Azur

N° SIRET : 324 465 632 00044

Statut : association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901

Adresse du siège social : 146 Rue Paradis, immeuble « le Noilly », 13006
Marseille

Est agréée au titre de l'article L 221-3 du Code de l'environnement.

Article 2 : durée et périmètre de l'agrément

L'agrément de l'association de surveillance de la qualité de l'air « AtmoSud Provence-Alpes-Côte d'Azur » est délivré pour la durée maximale, fixée à trois ans par l'article R 221-13 du Code de l'environnement.

Il est valide du 9 mars 2024 au 8 mars 2027.

Atmosud Provence-Alpes-Côte d'Azur exerce sa compétence sur la région Provence-Alpes-Côte d'Azur.

Article 3 : délais et voies de recours

Le présent arrêté peut être déféré, dans un délai de deux mois à compter de sa publication, auprès du Tribunal Administratif de Marseille conformément aux dispositions de l'article R. 421-1 du Code de justice administrative. La juridiction administrative compétente peut être saisie par l'application télérecours citoyen accessible à partir du site web www.telerecours.fr.

Article 4 : Le préfet de la région Provence-Alpes-Côte d'Azur est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Article 5 : Le présent arrêté est notifié au président de l'association « M. Pierre-Charles MARIA » et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région.

Fait à Marseille le 26 fév. 2024

Le Préfet de Région

SIGNE

